

Initiatives ministérielles

valeur égale. La parité salariale est reconnue par la loi et le gouvernement n'en tient pas compte.

Un document explique très clairement la situation, et je cite:

Comment réagiriez-vous si l'on vous apprenait que vous venez de perdre quelques milliers de dollars? Il serait normal, n'est-ce pas, de ressentir de la colère, de l'incrédulité ou de la déception?

Des millions de femmes au Canada se font voler des milliers de dollars chaque année. C'est un fait que les femmes sont moins payées que les hommes pour accomplir un travail d'égale valeur. Souvent, beaucoup moins cher: de l'ordre de 10 p. 100, 20 p. 100 et même 40 p. 100.

Nous avons une loi qui interdit à l'employeur de faire une telle distinction entre les hommes et les femmes et de ne pas accorder le même traitement pour un travail d'égale valeur. Le gouvernement fait fi de cette loi.

Il y a une prescription de la Commission des relations de travail dans la fonction publique, qui dit que le gouvernement doit négocier avec ses travailleurs, au lieu de les forcer à accepter sans discuter une augmentation de 0 p. 100 et aucune parité salariale. Le gouvernement n'en tient pas compte non plus.

Le gouvernement s'attend-il vraiment à ce que les Canadiens obéissent aux lois qui sont adoptées ici à la Chambre des Communes alors que lui-même ne les respecte pas?

Le gouvernement multiplie les occasions de montrer qu'il n'a aucun respect pour les Canadiens, et encore moins pour les femmes à faible revenu, et aucun respect pour le processus démocratique.

On ne bâtit pas une économie forte et une société stable en bradant le travail de plus de la moitié de la population du Canada et en bradant les femmes. Quelle sorte d'exemple donnons-nous aux autres Canadiens?

Les femmes et les autres travailleurs en ont plus qu'assez de cette situation. J'interroge souvent le gouvernement sur différentes questions qui intéressent les femmes, et combien de fois j'ai vu le premier ministre ou d'autres ministres se lever pour parler d'égalité et pour se vanter d'avoir nommé telle femme à tel conseil ou d'en avoir placé deux dans un autre poste ou a une autre commission relevant de l'État. Ils se gonflent comme des coqs en disant qu'ils nomment de plus en plus de femmes à des postes de commande.

Ça ne nous suffit plus d'entendre le premier ministre et les membres du Cabinet dire qu'ils ont nommé une autre femme quelque part, ou qu'ils appuient la lutte des femmes pour l'égalité. Le gouvernement a l'occasion maintenant de joindre le geste à la parole, de montrer qu'il croit sincèrement en l'égalité des femmes dans sa

propre fonction publique. Nous avons assez entendu parler de l'égalité pour les femmes. Que le gouvernement remunère cette égalité!

[Français]

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, j'aimerais faire des commentaires, suite au discours de la députée néo-démocrate. J'aimerais rappeler à celle-ci que c'est bel et bien le gouvernement libéral en 1967 qui a institué le système de négociations salariales au sein de la Fonction publique et que c'est le gouvernement conservateur actuel qui est en train de ruiner notre Fonction publique par divers systèmes, tels que le retour au travail qu'on voit aujourd'hui, le système contractuel, l'encouragement des hauts fonctionnaires, des très hauts fonctionnaires à avoir des bonis. Notre présent gouvernement—je dois le répéter à la députée du NDP—bafoue les femmes au point de vue salarial. Il y en a plusieurs dans mon comté qui reçoivent un très bas salaire à cause des politiques de ce gouvernement. Ces mêmes femmes, souvent responsables d'une famille, une famille monoparentale, sont obligées de payer les taxes, de payer l'impôt fédéral, provincial, les taxes municipales et scolaires. À cause du programme économique du gouvernement, il y a une vague de responsabilités fiscales qui va du gouvernement fédéral, qui envahit le gouvernement provincial, pour ensuite aller dans les gouvernements scolaires et municipaux, pour englober le petit salarié, le petit salarié qui est surtout la femme responsable d'une famille. Je dis bien la femme, parce que c'est souvent elle qui reçoit, trop souvent, les plus bas salaires et qui a les mêmes responsabilités, les mêmes devoirs et les mêmes tâches que les hommes.

• (1130)

Ce gouvernement a ruiné la relation qu'il peut y avoir, qui existait entre les employés et les employeurs, les employeurs étant le Cabinet, étant le présent gouvernement. Comment vont se sentir les employés maintenant? Parce qu'ils seront forcés au travail. On dirait quasiment qu'on pourrait créer un film sur l'esclavage. On voit l'employeur qui prend les employés par le chignon et dit: Tu vas travailler aujourd'hui et demain, sinon on va te pénaliser 500 \$ par jour. En plus de ça, on va te donner 0 p. 100 d'augmentation de salaire. Tu vas emboîter le pas ou tu risques de perdre ton emploi. Ça c'est le genre d'employeur qu'on a aujourd'hui.

Dans ce contexte, monsieur le Président, on voit l'employé qui est forcé du même coup à payer des augmentations de taxes à tous les niveaux que j'ai mentionnés. Je crois que ce gouvernement, dans son programme économique, est en train de diviser le pays en différents